



**DGST/AR-2026-302**  
**ARRETE DU MAIRE**

**Objet : ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS DE CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT - 1 AU 18 RUE DANIELLE CASANOVA - RUE PAUL ÉLUARD - RUE AMBROISE CROIZAT - DU 1ER JUIN 2026 AU 10 JUILLET 2026**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Considérant** que l'entreprise **ENEDIS sise 1 rue Thomas Edison à 78280 GUYANCOURT**, représentée par **Madame RAVARY Cécile**, ainsi que l'entreprise **STPS sise Z.I SUD - CS 17171**, représentée par **Monsieur MONOT Brendan**, doivent réaliser des travaux d'extension de 282 ml de réseau électrique BT ;

**Considérant** qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et d'assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

**A R R Ê T E**

- Article 1** : Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public **du 1<sup>er</sup> juin 2026 au 10 juillet 2026**, du 1 au 18 rue Danielle Casanova ainsi que rue Paul Éluard et rue Ambroise Croizat pour des travaux d'ouverture d'une tranchée suivant le fil d'eau pour extension de 282 ml du réseau électrique BT. À charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.
- Article 2** : Les entreprises devront faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.
- Article 3** : Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.
- Article 4** : Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.
- Article 5** : Une déviation piétonne devra être mise en place au niveau des passages protégés par l'entreprise STPS.
- Article 6** : Le stationnement sera interdit sur le tronçon rues Danielle Casanova, Paul Éluard et Ambroise Croizat à tous les véhicules sauf ceux des entreprises STPS et ENEDIS.
- Article 7** : Une tranchée sera réalisée et fermée à l'avancement sur les rues citées article 1.

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

**Article 8** : L'entreprise STPS devra mettre en place un pont lourd sur chaque fouille ou tranchée après chaque journée de travail afin de rétablir la circulation des piétons sur le trottoir.

**Article 9** : Une interdiction de dépasser, une interdiction de stationner, ainsi qu'un alternat seront mis en place par les entreprises si les circonstances l'exigent

- **Pour la circulation en alternat :**

- Par signaux d'alternat temporaire KR11,
- Par signaux K10,
- Par panneaux B15 et C18,
- Par homme trafic

- **Pour le stationnement** par panneaux B6a ou B6d,

- **Pour l'interdiction de dépasser** par panneaux B34.

**Article 10** : La zone de travaux devra être sécurisée avec des barrières de type ville de Paris.

**Article 11** : La vitesse sera limitée à 30 km/h.

**Article 12** : Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.

**Article 13** : Les entreprises procéderont aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.

**Article 14** : Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.

**Article 15** : Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.

**Article 16** : Les entreprises procéderont à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.

**Article 17** : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

**Article 18** : Les activités de chantier sont **autorisées de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi sauf les jours fériés.**

**Article 19** : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

**Article 20** : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. *Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.*

**Article 21** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Mairie de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 22** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Élancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera

adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

**Fait à Trappes,**

**18 MAI 2026**

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes



*Ali Rabeh*